



Pôle « campements illicites/ Résorption des bidonvilles »

COMPTE RENDU GROUPE DE TRAVAIL « SCOLARISATION ET DROITS DE L'ENFANT » Atelier du 4 juillet 2019

Présents :

1. Camille Biotteau, ASBL44
2. Marco Brighenti, CASNAV91
3. Clotilde Bonnemason, collectif Romeurop
4. Lila Cherief, Collectif Romeurop
5. Clélia Chopinaud, ASET93
6. Muriel Col-Minne, IA-Vie scolaire, Rectorat de Créteil
7. Florinne Danrée, ASBL Permanence Chaptal ASBL44
8. Marie-Christine Felix-Delaunay, Nantes-Métropole et ANDEV
9. Anne-Lise Denoeud, UNICEF
10. Mélodie Le Hay, CNCDH
11. Marie-Ange Jourdan, CASNAV92
12. Nathalie Lequeux, Défenseur des droits
13. Valérie Marques, Mairie d'Ivry-sur-Seine 94
14. Jeanne Reig, ACINA
15. Alexandre Rutigliano, OCDE
16. Louise Savri, CNCDH
17. Marie Thibaud, Mairie d'Ivry-sur-Seine 94
18. Thibault Desjardins, PRIF
19. Livia Ottal, Aide et action
20. Marie-Claire Porcedo, Défenseur des droits
21. Vincent Valla, DIHAL
22. Hélène Demesy, DGESCO
23. Isabelle Mary, DGESCO
24. Jean-Paul Bachelot, DIHAL

Excusés :

25. Dominique Fontenaille, maire de Villebon-sur-Yvette
26. Valérie Gourlet, CASNAV94
27. Aude Jolivel, Ecole enchantée
28. Béatrice Verhaeren, DGESCO

INTRODUCTION / PRESENTATION DE L'ORDRE DU JOUR

Pour rappel, des ateliers axés sur cinq problématiques :

1 Repérage et recensement des enfants : sources, outils, modalités + Sensibilisation des familles et préparation à la scolarisation : comment ? avec quels acteurs ?

2 Positionnement en cellule d'accueil et inscription des élèves

3 Parentalité : accompagnement des familles (linguistique et culturel, OEPRE) et soutien à la parentalité (relations avec établissement et équipe éducative)

4 Assiduité, soutien scolaire et continuité des parcours

5 Conditions matérielles de la scolarisation : cantine, transports, matériels scolaires et tenues

Ordre du jour :

- **Actualités**
- **Présentation par Muriel Col-Minne, IA-IPR Vie scolaire de Créteil (ancienne cheffe de service académique de l'information et de l'orientation (CSAIO) de l'« Observatoire de la non-scolarisation » développé par le rectorat de Guyane entre 2005 et 2011.**
- **Ateliers :**
 - **Atelier 1** : l'inscription en mairie (pièces à produire, accompagnement, accueil, refus d'inscription...)
 - **Atelier 2** : le positionnement de l'élève en cellule CASNAV (pratiques inspirantes, freins à la scolarisation...)

ACTUALITES

Projet de loi « Pour une Ecole la confiance » : voici les dernières modifications concernant plus particulièrement la scolarisation des enfants en grande précarité.

https://www.senat.fr/espace_presse/actualites/201904/pour_une_ecole_de_la_confiance

« Jeudi 4 juillet 2019 à 10h30, le Sénat a examiné les conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi pour une école de la confiance. Il a ensuite définitivement adopté le projet de loi, dans sa rédaction issue du texte de la commission mixte paritaire [...] »

- *Article 211 : Le premier alinéa de l'article L. 131 1 du code de l'éducation est ainsi rédigé : « L'instruction est obligatoire pour chaque enfant dès l'âge de trois ans et jusqu'à l'âge de seize ans. »*
- *Article ~~3-ter~~ 16 : Le deuxième alinéa de l'article L. 131 6 du code de l'éducation est complété par une phrase ainsi rédigée : « La liste des pièces qui peuvent être demandées à l'appui de cette demande d'inscription est fixée par décret. »*
- *Article ~~2-bis~~ 12 : La dernière phrase du sixième alinéa de l'article L. 131 5 du code de l'éducation est ainsi rédigée : « En cas de refus d'inscription sur la liste scolaire de la part du maire sans motif légitime, le directeur académique des services de l'éducation nationale agissant sur*

délégation du préfet procède à cette inscription, en application de l'article L. 2122 34 du code général des collectivités territoriales, après en avoir requis le maire. »

La liste des pièces exigibles à l'inscription scolaire en mairie sera définie ultérieurement par les services juridiques du ministère de l'éducation nationale.

Présentation de l'observatoire de la non scolarisation en Guyane

Madame Col-Minne, ancienne conseillère technique de la rectrice de Guyane entre 2009 et 2011, ouvre son exposé par un rappel du contexte guyanais.

La Guyane est une académie monodépartementale avec des populations amérindiennes parfois encore très traditionnelles. Zones peuplées sur le littoral et les côtes. Frontières poreuses qu'elles soient maritimes ou terrestres. Immigration contrainte importante de personnes pauvres. Les populations amérindiennes peuplent la Guyane, ce sont les populations autochtones qui ont vécu dans les terres et à l'intérieur. Il y a aussi les bushinengues, anciens esclaves marrons qui se cachaient dans les forêts. Aujourd'hui, arrivées de Surinamais, Brésiliens, Haïtiens, Sud-américains (de plus en plus en provenance du Pérou) ; Antillais = 30% de la population globale. Vrai brassage de populations < équilibre à trouver car des tensions existent. Pression migratoire et taux de natalité élevé (supérieur à 3). Beaucoup d'enfants allophones à scolariser, ce qui explique un contexte scolaire difficile.

Problème de la taille de la Guyane. Géographiquement, territoire majoritairement forestier avec fleuves de grande largeur pas toujours praticables. Problèmes d'accès à l'eau potable et à l'électricité, de connexion internet, de transport, d'internats en nombre insuffisant. Enfin, il est difficile de construire assez d'écoles, collèges et lycées.

Situation difficile mais véritable volonté de Madame Robine rectrice + toute une équipe très investie.

En 2005, le Recteur Blanquer avait mis en place l'observatoire pour viser équité dans accès à la scolarisation : identifier les élèves non scolarisés, les accueillir, suivre et évaluer les actions de l'observatoire. Rapidement, ce projet ambitieux a nécessité la collaboration de tous les acteurs dans l'objectif de développer réponses concertées (services de l'Etat, collectivités territoriales, associations...) pour répondre de manière concertée.

Formalisation de l'action / visibilité et harmonisation des démarches :

- Formulaire unique d'inscription
- Liste unique et précise des pièces à fournir
- Ouverture guichet unique au CASNAV
- Traduction des supports dans diverses langues

En 2008, observatoire rencontre difficultés financières et juridiques.

En 2009, HALDE (ex Défenseur des droits) fait un rapport mettant en évidence difficultés de scolarisation des jeunes étrangers, refus des communes de scolariser en utilisant le document unique avec des listes propres...Formulation de recommandations exigeant la relance de l'ONS.

En 2009 : arrivée de Muriel Col Minne et d'une rectrice qui occupe cette fonction pour la 1ère année.

En 2009, il était question de 6000 élèves non scolarisés en Guyane >> scolariser était une priorité. Mais les chiffres bruts ne permettaient pas de mettre en place une politique efficace ni dans la recherche de compréhension ni dans celle de réponses.

Proposition est faite à la rectrice d'une catégorisation des situations pour mieux pouvoir agir de manière effective et efficace. Avec des « petits paniers », possibilité de traiter plus facilement.

Proposition d'une classification qui pourrait être modifiée/améliorée :

Situation 1 : les situations de déscolarisation – « école hors les murs ».

- Ce sont élèves post-troisième ou post-secondaire qui se retrouvent sans affectation suite à capacités insuffisantes pour continuer l'école.
- D'autres ne mettaient pas en œuvre les affectations, ne venaient plus de leur propre chef pour des raisons personnelles.
- Exclues des établissements qui devaient être rescolarisés, mais pour lesquels il n'y avait plus jamais eu de propositions. On cherchait à s'en débarrasser (« il aura bientôt 16 ans »)

Situation 2 : la non scolarisation – « école sans les murs »

- Elèves pour lesquels il n'y a aucune école, faute de structures d'accueil. Restent sans affectation parce que critères tellement exigeants qu'ils sont exclus de toute procédure d'inscription dans un établissement. Souvent des enfants nouvellement arrivés, mais aussi des Guyanais dans le 1er degré. Parfois suite à un déménagement et faute de place, élèves pouvaient rester des semaines, des mois, voire une année scolaire sans affectation.
- Elèves vivant sur les fleuves dans des conditions difficiles dont les parents n'envisageaient pas la scolarisation et pour lesquels l'institution n'avait pas forcément les moyens d'aller vers eux. Ces enfants pouvaient avoir des difficultés à aller vers l'institution. Leurs conditions de vie (avec les fleuves) « favorisaient » l'absentéisme et le décrochage.
- Très minoritairement, des parents « sacrifiaient » leurs filles pour garder la fratrie pendant la journée.

Situation 3 : la mal-scolarisation

- difficultés pour aller à l'école : transport inadapté, lieux de vie trop éloignés. De retour, aucune motivation pour travail à la maison.
- mauvaises orientations scolaires, orientation systématique en SEGPA parce que seules places restantes.
- spirale de l'échec, des enfants avaient du mal à rentrer dans les apprentissages
- les allophones qui avaient parfois attendu deux ans et pour lesquels il était trop difficile d'investir l'école, notamment avec les écarts d'âge etc.

Situation 4 : les scolarisés de passage : Parfois des élèves « de passage » étaient bien accueillis mais disparaissaient un matin puis revenaient. Utilisation de l'école en fonction de leurs valeurs et d'attentes qui n'étaient pas tout à fait les nôtres.

Pas de travail spécifique sur le public handicapé mais à l'époque, gros problème d'inadaptation des structures.

Quelles réponses ont été mises en place ?

Il fallait rechercher des solutions en simultané et diverses.

- La non-scolarisation était liée en partie au non-respect des règles (rappel des textes, création d'un guide pour les collectivités, parents, associations.) << Campagnes de sensibilisation, de formation pour rappeler les textes à tous les partenaires. Travail d'émulation.
- Recentrage des prises de décision au niveau des rectorats. Travail au sein d'un cercle de décision restreint au rectorat pour qu'il y a moins d'intermédiaires et moins de décisionnaires.
- Recours aux outils numériques (moins développés à ce moment-là) pour le suivi.
- Recrutement de personnels pour l'accueil physique des personnes.
- Instauration d'une culture de bilan / évaluation de l'action.
- Développement de formation pour diffuser nouvelles pratiques
- Travail avec représentants parents.

Affectation porteuse de justice sociale. Critères définis, communiqués avec attribution de bonus permettant de prioriser les dossiers. Formations en direction des personnels de direction. Travail parallèle avec associations de parents.

Quels résultats ?

Sur 600 enfants non affectés (différent des 6000 non scolarisés), il y en avait 71 un an plus tard et encore moins l'année d'après = résultat brut à l'issue des processus.

Attention, ce chiffre est un moyen de mesure de l'impact des démarches, mais il ne dit rien de ce qui se passe après l'affectation et sur le suivi (élèves qui ne rejoindront pas l'établissement d'affectation).

Traiter la mal scolarisation a impliqué de travailler sur les parcours.

1. Travail sur les dispositifs existants ou sur la mise en place de nouveaux :

- L'accueil et prise en charge des élèves non francophones, « nœud impitoyable » car le temps d'affectation était extrêmement long avant qu'ils aient une classe.

- Mise en place d'une procédure avec les CIO pour que moins de 2 mois après l'accueil, il y ait une réponse formulée à la famille. Tous n'étaient pas scolarisés, mais tous n'étaient plus dans l'attente et tous avaient eu un entretien au CIO.

- Vigilance accrue sur la communication du maximum d'infos aux familles quand elles étaient présentes. Présence de travailleurs sociaux pour balayer le reste des problématiques (logement, santé, etc...). Rendez-vous étaient pris avec médecins, interlocuteurs emplois...afin que les familles n'aient pas à le faire. Quelques tickets de bus étaient donnés pour aider (mais très peu de moyens financiers).

- Dans le cadre de l'accueil des élèves allophones, travail sur les ambitions en essayant de travailler sur les compétences de ces jeunes migrants pour les faire entrer en lycée.
- Les élèves étaient un peu mis sous pression pour sortir d'UPE2A rapidement vers classes ordinaires afin que les autres puissent en profiter (longue liste d'attente). C'était rapide on le savait car les enfants ne savaient pas forcément écrire mais il faut 6 ans pour écrire correctement, on n'avait pas le temps et il fallait avancer. On a essayé de travailler aussi à partir de leur langue.

- Equipes pédagogiques n'étaient pas toujours convaincues des capacités des élèves. Problème de l'écrit. Valorisation des langues d'origine pour que les élèves puissent avoir de meilleurs résultats. Mais problème de moyens pour représenter toutes les langues. Idée d'inclusion avant l'heure.

2. Travail avec la ma mission générale d'insertion (aujourd'hui MLDS) :

Partenaire précieux pour maillage du territoire avec des dispositifs.

- Dispositifs de « coaching » avant les examens pour favoriser la réussite (mais aussi pour libérer de la place).
- Dispositifs pour les 16 ans et + : public particulièrement important, surtout quand jeunes NSA. Mais on a réussi à travailler avec certains et à aller loin !
- CASNAV : gros travail portant sur professionnalisation des personnels et sur accueil des personnes, des familles, des professeurs, des principaux...

Quelques expérimentations innovantes et « sur mesure » ont été acceptées par Madame la Rectrice:

- Mise en place de classes plus souples pour les enfants qui étaient « de passage ». Il y avait des équipes dédiées puis des équipes par pôle de compétence avec deux enseignants qui étaient sur ces dispositifs pour accueillir les élèves un peu à la demande. Préparation de dispositifs avant la rentrée sans connaître les futurs effectifs...mais à la rentrée les effectifs arrivaient.
- Internats : pas de moyens, donc difficile de faire des constructions. Construire ne se décrète pas comme ça. Des élèves étaient accueillis chez des familles qui se faisaient payer mais hébergés dans des conditions lamentables. Travail sur l'amélioration des conditions d'accueil dans ces familles. Il fallait améliorer cet accueil pour que les enfants continuent de venir à l'école. Ont été improvisés quelques internats dans des bâtisses dans établissements avec des conditions de vie parfois limites (pas d'électricité/internet toute la journée etc....)

Difficultés :

Les moyens propres (ceux de l'éducation nationale) n'étaient pas suffisants. Il fallait travailler avec les collectivités territoriales mais elles-mêmes étaient en difficultés de moyens et d'infrastructures (transport, routes inexistantes...). Maillage des territoires nécessaire. Sur les équipements et les infrastructures, gros problèmes. Idem sur les logements, même ceux des enseignants ! (Problème qui demeure très flagrant avec des jeunes professeurs découragés dès le début par l'« hostilité » du territoire).

En maternelle : la Rectrice voulait favoriser la scolarisation le plus tôt surtout pour les allophones. Mais ça a été difficile notamment parce que travail avec les communes pas toujours facile et là, la question des moyens a été bloquante.

Paradoxe : on avait parfois des classes vides alors que des élèves n'étaient pas affectés. Il a fallu travailler sur l'offre de formation. Cela a généré une synergie au niveau de la réflexion.

Conclusion : la Rectrice a toujours été facilitatrice pour que les choses avancent, pour travailler à plusieurs, pacifier les relations. Elle a été comprise et le sens de l'action a été partagé. Mais si les procédures ont été humanisées, plusieurs solutions restaient insuffisantes par manque de ressources. Il restait à renforcer le partenariat avec CAF et PMI pour identifier les enfants invisibles. Paradoxe : On voulait aller chercher des élèves alors qu'on ne savait pas encore répondre aux besoins de ceux qui nous étaient déjà confiés. Il y a eu de réels progrès mais la situation est toujours d'actualité.

Livia Ottal (Aide et action) : qui portait la responsabilité de ces enfants non scolarisés ?

M.C-M (IA-VS) : L'éducation nationale doit la porter, c'est une priorité pour un recteur. Tous les recteurs avec qui j'ai travaillé et qui, pourtant n'avaient pas l'observatoire, ont affiché cette volonté. Ce fut le cas en Polynésie, où j'ai retrouvé les mêmes problématiques. La Guyane densifie les difficultés mais c'est une priorité pour tous les territoires y compris métropolitains. Il faut que le recteur affiche la volonté de traiter ce problème. Il doit être déterminé à travailler avec la PMI pour récupérer une source d'information et par tous les moyens, être en mesure d'approcher les parents. Actuellement, je suis missionnée par le recteur de Créteil pour le dispositif OEPRE et je retrouve ces problématiques liées à l'« aller vers ». C'est à nous de le faire et cela doit être porté au plus haut niveau. Si ça n'est pas une volonté affichée, je crains que ce ne soit pas porteur d'effets.

Anne-Lise Denoeud (Unicef) : pourquoi le projet s'est-il arrêté ? est-ce que cela été un échec ou est-ce dû à votre départ ?

M.C-M (IA-VS) : le turn-over. Il ne touche pas que la Guyane mais une fois que la personne qui porte le projet et que le recteur changent, le curseur peut être mis sur d'autres questions, d'autres paramètres entrent en jeu. Une fois qu'on rentre dans quelque chose de plus souple, cela finit par s'étioler. Il n'a jamais été dit que nous ne devons pas poursuivre ces objectifs. Si le Défenseur des droits devait être à nouveau convoqué, la question se poserait à nouveau. Cette question est actuellement cruciale car sur les fleuves, de nombreuses problématiques se posent, en particulier liées aux maladies. Malheureusement, on est sur le sens de notre système. C'est à chacun selon son champ de compétences et de responsabilités de s'emparer de cette question. Elle n'est pas prégnante pour tous les CSAIO.

L'observatoire est porteur de synergies, d'analyses partagées. Il implique l'état, les collectivités, les parents, les élèves eux-mêmes...A l'époque, on n'avait pas d'élèves ambassadeurs, on en aurait aujourd'hui. L'observatoire est encore pertinent, mais peut prendre d'autres formes.

Marie-Christine Felix-Delaunay (ANDEV) : une remarque concernant l'expression récurrente dans votre propos « il a fallu ». Ne croyez-vous pas que le problème vient d'une méconnaissance et d'un système trop cloisonné ? Par exemple, on a le dispositif OEPRE dans les collèges ? C'est la collectivité qui a mis en place un accompagnement des familles. Mais il faut aller chercher les familles au sens physique du terme. Les professeurs sont disponibles, les locaux également Si personne n'explique aux parents, ils ne vont pas venir, surtout quand ils sont en défiance vis-à-vis de l'institution.

Autre problème : la non capitalisation des expériences et pratiques. On peut espérer qu'aujourd'hui avec les PEDT, projets éducatifs de territoire, on parte sur l'idée de déclarer d'emblée que c'est ensemble qu'on peut avancer. Il faut que chacun accepte l'idée d'un co-pilotage et de pratiquer des petits pas de côté. La fin de l'ONS, c'est absurde.

M.C-M (IA-VS) : vous avez raison, tout est dans le décroisonnement. C'est ce que j'ai appris de cette expérience. Avec OEPRE, je retrouve les mêmes problématiques. Nous avons eu l'habitude de considérer l'école comme un sanctuaire ; or il faut maintenant ouvrir la porte. Lorsque les collectivités seront suffisamment impliquées pour exiger de nous des réformes, lorsque les parents le seront suffisamment pour attendre de nous quelque chose, nous serons dans l'obligation de faire des pas de côté. Nous n'irons pas très loin sans cela. La formation seule ne suffira pas à changer le regard. Ce sont les autres qui contribueront à rendre nos frontières un peu plus poreuses.

Marie-Christine Felix-Delaunay (ANDEV) : pour cela, les associations sont des relais fondamentaux, les associations de parents, associations d'accompagnement à la scolarité, associations à destination des enfants. Certes l'éducation nationale est fondamentale, on a la chance de l'avoir, mais on doit aussi penser que l'action éducative peut passer par d'autres acteurs complémentaires.

Thibault Desjardins (PRIF) : pensez-vous que la liste que vous aviez élaborée est transposable au niveau métropolitain ou francilien ?

M.C-M (IA-PVS) : la première liste a été élaborée par l'ONS. Elle était respectueuse du droit. Un élément change cependant lié au contexte : il y a plus de suspicions aujourd'hui par rapport aux personnes venant de l'extérieur.

ATELIER : inscription des enfants en mairie et positionnement en cellule d'accueil CASNAV

J-P. B (DIHAL) : D'emblée, il importe de dire que le but n'est pas de faire le procès des mairies, car on se rend compte que les problèmes d'inscription sont plus souvent liés à une méconnaissance des problématiques des populations concernées qu'à un refus clairement assumé. La question posée n'est peut-être pas seulement celle des pièces justificatives mais aussi celle de l'accompagnement et de l'accueil des familles ainsi que de celui réservé aux personnes accompagnant les familles.

Un point capital à souligner, évoqué par Mme Col-Minne : **en l'absence de pièces, qu'est-ce qu'on fait ?** Parfois, on n'aura rien. « Une grosse vague aura emporté les papiers et ils n'ont plus rien ».

Hélène Demesy (DGESCO) : suggère que le groupe ne se sépare pas en deux groupes afin de gagner du temps.

Marie-Christine Delaunay-Felix (ANDEV) témoigne de ce qui se fait à Nantes. Distribution du mini guide 2019-2020 « Inscriptions scolaires et accueils périscolaires » + Petit guide à l'usage des résident.e.s étranger.ères.s ». Lien sur [Nantes.fr](https://nantes.fr)

Distribution et lecture commentée du document de travail réalisé par la DIHAL « Droit à l'école et obligation de scolarité ». Le point sur les lois et règlements au 4 juillet 2019 » (voir en pièce jointe) : information sur l'article 3 ter du code de l'éducation qui, dans le cadre du projet de loi Pour une école de la confiance, stipule que la liste des pièces justificatives est fixée par décret.

Qui peut délivrer l'attestation de présence sur le territoire de la commune ? Association, CCAS...

Hélène Demesy (DGESCO) : en cas de refus d'inscription, il faut alerter le directeur d'académie pour qu'il puisse se substituer au maire et procéder à une admission provisoire. Il y a une distinction à établir entre l'inscription et l'admission provisoire de l'enfant à l'école. L'admission provisoire est normalement immédiate, imposée par le DASEN. Le directeur d'école peut aussi faire une admission provisoire mais c'est compliqué pour lui dans son rapport avec le maire. Il vaut mieux qu'il fasse remonter au DASEN.

Proposition 1 : faire en sorte que, quand il est approché par une famille, le directeur d'école accompagne la famille et porte auprès du DASEN le refus d'inscription.

Le DASEN pouvait jusqu'à présent affecter de manière provisoire ; il pourra avec la nouvelle loi **se substituer au maire et prononcer l'affectation définitive en lien avec le préfet.**

Marco Brighenti (CASNAV91) : c'est difficile parfois pour un directeur d'école, ça l'est aussi parfois pour un IEN de négocier avec la mairie. Pour les CASNAV, c'est plus simple.

Proposition 2 : il est convenu que les CASNAV sont les relais les plus évidents auprès des académies concernant les refus de scolarisation.

Pour les associations, un travail simple consisterait à dresser des listes d'enfants et à les communiquer aux CASNAV pour qu'ils les fassent remonter. Les CASNAV sont en général en lien direct avec le DASEN, ce qui permet de gagner en efficacité et en rapidité. Le DASEN peut avoir la responsabilité de 250 000 élèves : il n'a pas de visibilité. Le CASNAV est son meilleur relais.

Dans l'institution, la volonté y est. Tout est problème de méconnaissance des enfants en situation de non scolarisation.

Proposition 3 : utiliser l'annuaire des CASNAV sur EDUSCOL + Plateforme numérique DIHAL qui pourrait être bientôt aux mains des associations et des DSDEN.

Clotilde Bonnemason (Romeurop) : Quoi qu'il arrive, il faut un accord avec les maires car l'admission provisoire, sans inscription administrative en mairie, ne se suffit pas à elle-même. Elle doit être **complétée par une prise en charge des transports et de la cantine**, dont c'est la compétence exclusive des mairies dans le 1^{er} degré.

Les enfants en bidonvilles sont souvent loin des écoles et se voient obligés d'aller au restaurant et avec 1 heure transport ! Ils sont exclus de fait de la cantine car on leur applique un tarif d'enfant extérieur prohibitif.

Marco Brighenti (CASNAV 91) : dans le second degré, c'est moins compliqué car si l'établissement est prévenu, **il peut utiliser le fonds social collégien**. Pour le 1^{er} degré, on pourrait prévoir quelque chose : il n'y a pas tant d'enfants que cela.

M.C-M (IA-VS) : Situations où l'enfant est inscrit en mairie mais où la direction d'école n'en veut pas parce que ce sont des enfants difficiles à scolariser. Nécessité de contacter le DASEN pour qu'il impose.

J-P. B (DIHAL) : comment cela se passe-t-il à Ivry ?

Marie Thibaud, Valérie Marquès (Mairie d'Ivry) : un cas concret sur la question des pièces justificatives. **Si on demande un justificatif de domicile et que la personne ne peut le fournir, il suffit de la pièce d'identité, de la vaccination et d'une domiciliation administrative.** Mais problème quand différence entre domiciliation administrative sur une commune et attache ou présence de la famille sur une autre. Par exemple, une famille de 7 personnes dont 5 enfants domiciliés par une association d'une autre ville demandent l'inscription sur Ivry. Ils ont passé l'hiver dans une ville éloignée, sont arrivés sur Ivry pour on ne sait combien de temps par le 115. La ville limitrophe de domiciliation avait refusé la scolarisation. Enfants non scolarisés depuis 1 an. Ivry refuse la scolarisation au motif que c'est le lieu de domiciliation administrative qui prime. En attendant, l'inscription dans l'autre ville, Ivry propose un accompagnement social et un travail d'accès.

Dans notre liste, on doit poser la question des personnes hébergées sans hébergement fixe : l'attache sur la collectivité pourrait être l'attestation de délivrance de soins.

Proposition 4 par Clélia Chopinaud (Aset 93) : Une distinction entre domiciliation administrative et attestation de présence sur la commune doit être faite. **Avec l'attestation de présence démontrée par tout moyen, l'enfant doit pouvoir être inscrit. La domiciliation administrative n'est absolument pas indispensable pour la scolarisation immédiate**

Clotilde Bonnemason (Romeurop) : le code de l'éducation parle bien d'inscrire les enfants à **proximité de leur lieu de résidence**. L'idée est de demander à la famille ce qui est le plus simple pour elle pour que la scolarisation puisse se dérouler le mieux possible. C'est important car on déplore beaucoup de refus de domiciliation.

Clélia Chopinaud (Aset 93) : Ivry a même constaté la présence des personnes puisque la mairie connaît l'hôtel où sont les familles.

Réponse Valérie Marques (Mairie d'Ivry) : pose le problème de la présence extrêmement temporaire de la famille sur le territoire qui rend la scolarisation difficile.

Proposition 5 : la durée de présence sur le territoire ne doit pas être un critère pour ne pas scolariser un enfant. L'argument de l'expulsion prochaine du bidonville ou du squat ne peut être invoqué pour refuser la scolarisation (une expulsion annoncée peut être repoussée à plusieurs reprises et le bidonville se maintenir un an).

La scolarisation immédiate permet au 115, au Samu social d'être vigilants lorsqu'ils affectent les familles ailleurs pour rester au plus près du lieu de la scolarisation quand c'est possible. Eviter la spirale. La scolarisation à proximité du lieu de résidence permet de placer les familles à proximité de l'établissement.

Marie Thibaud : jusqu'à présent, on scolarisait tous les enfants. Mais problème d'arrivée d'enfants en grand nombre du même village. Autre problème : accueil des enfants de réfugiés de la porte de la Chapelle. On a 5 UPE2A...La ville d'Ivry continue à faire mais se trouve débordée quand d'autres villes proches ne font rien.

Idée de la mairie d'Ivry est de travailler la question de l'attache.

Proposition 6 : faire appliquer la loi par les maires qui souvent la méconnaissent. Solution = information. Réalisation de fiches synthétiques à destination des mairies. Organisation de formations avec portage académique afin d'impliquer non seulement les maires motivés, mais aussi les autres. Profiter des élections.

Proposition d'un guide scolarisation pour les petites et moyennes communes en partenariat ANDEV- AMF-DIHAL.

Important de protéger les communes engagées afin qu'elles ne soient pas contraintes de recevoir tous les enfants. Nécessité de rassurer les mairies en leur montrant que pour d'autres cela se passe bien. Idée de mieux anticiper les évacuations afin de permettre aux mairies un travail en amont.

Jeanne Reig (ACINA) : problème de l'arrivée d'un nombre conséquent d'enfants sur une commune. Certaines communes ne sont pas en capacité de répondre à toutes les demandes (problème d'équilibre dans les classes, de places...). Obstacle en termes d'inscription. Idem pour l'inscription en centre de loisirs. Ex : à Montreuil commune très facilitatrice mais on est lié au bon vouloir des mairies. Pour l'instant, la rentrée scolaire ne serait envisageable qu'au mois de novembre. **Quand une mairie sait qu'un bidonville est installé pour une durée certaine, il faudrait que la commune puisse être aidée (lien à développer avec les autorités académiques).** Mettre en place une politique particulière à tous les niveaux de l'accompagnement.

Proposition 7 : Accompagner autant que possible les mairies qui s'investissent pour montrer à celles qui ne le font pas que la charge est supportable.

Marco Brighenti (CASNAV91) : la difficulté peut venir de la multitude des intervenants. Autant les regards croisés sont nécessaires, autant il peut être nécessaire de **mettre en place un circuit restreint de décision (niveau académique ou départemental).** Nécessité de former en faisant venir les

associations. Temps de formation communs ; *Vade mecum* importants. Il faut sensibiliser les gens non impliqués au départ et **faire en sorte que le portage soit assuré au plus niveau** pour faire venir les gens.

Au CASNAV, on affecte là où les gens vivent. Cellules parfois sur site. Aux associations d'appeler les CASNAV.

Livia Otal (Aide et action) : à Montpellier, en attendant l'ouverture de classe UPE2A, il existe une classe préparatoire. Accueil en dispositif passerelle provisoire. Le dispositif passerelle est en collège.

Isabelle Mary (DGESCO) : la durée de ces passerelles ?

JPB (DIHAL) : Montpellier est une ville où les bidonvilles sont relativement pérennes et ils se trouvent tous sur la ville.

Jeanne Reig (ACINA) : dans l'attente de l'entrée en classe, intervention de camions écoles, centre de loisir. Les familles sont très preneuses de cette offre. A raison de deux ou trois jours par semaine, les enfants vont en centre de loisirs avec immersion dans la langue française avec une équipe éducative et faciliter la rentrée scolaire la rendre la plus efficace possible.

M. C- M (IA-VS) : suggère des brigades pouvant intervenir où sont les bidonvilles.

J-P. B : l'idée serait d'imaginer une brigade de deux ou trois professeurs itinérants qui interviendraient très rapidement après l'installation du bidonville. Si pas de classes UPE2A à proximité ou délais d'attente conséquents, il pourrait intervenir en camion école pour assurer le temps d'attente et assurer un SAS vers l'école.

Marie-Ange Jourdan (CASNAV92) : dans le cadre de mon poste, j'interviens en soutien des enfants scolarisés soit pour accompagner les enseignants, soit sur les bidonvilles auprès des populations. C'est une fois par semaine sur un terrain et pour des enfants en attente de scolarisation.

Isabelle Mary (DGESCO) : on ne peut pas parler de scolarisation, il faudrait accompagner sur un temps le plus court possible, ce qui n'est pas toujours le cas malheureusement, et au maximum deux fois par semaine : il s'agit plutôt de préparation à l'école, de travail sur la posture d'élève

Marco Brighenti (CASNAV91) : faire attention à tout ce qui est dispositif particulier. La seule vraie manière de scolariser est le système ordinaire. Encore une fois, ne pas inventer trop de marches mais repérer et donner les moyens aux CASNAV. Dans l'Essonne, c'est 54 dispositifs dans 60 établissements, 1300 élèves dans le second degré, 12000 dans le premier. C'est aussi de la formation à destination de 1700 personnes, de la coordination.

Clélia Chopinaud (ASET93) : dans les camions nous faisons en sorte qu'ils passent d'abord par les cellules d'accueil.

MB : il faut arriver à ce que les enfants nous arrivent.

J-P. B : l'accompagnement vers l'école ne peut reposer seulement sur les seules associations.

Marco Brighenti (CASNAV 91) : il s'agit de libérer les énergies, car il n'y a d'opposition chez personne. Il ne faut pas que l'extraordinaire devienne l'ordinaire.

Jeanne Reig (ACINA) : l'école devrait être inclusive mais si les enfants ne sont pas accompagnés, s'ils ne sont pas préparés, ils seront inscrits un jour, puis ils repartiront et vous ne les verrez plus. Mettre en

classe ordinaire un enfant qui ne parle pas du tout le français, pour moi c'est de la violence, c'est un enfant qui va être mis en échec et qui ne reviendra plus à l'école.

Les dispositifs passerelles, s'ils n'existaient pas, il ne se passerait rien pour l'enfant pendant le long temps d'attente. Il est livré à lui-même, seul sur le bidonville, pendant que les parents travaillent, il n'apprend pas le français. Le jour où l'affectation devient possible, il est encore plus éloigné de l'école que 6 mois auparavant, sans compter le découragement des parents. La médiation associative sur site est une manière de pallier cette situation et rendre la scolarisation possible le jour venu.

Marco Brighenti (CASNAV91) : voyez à Ivry, ce sont cinq à six professeurs qui interviennent pour 40 enfants. Or, il y avait des écoles autour où les enfants auraient pu être scolarisés.

Hélène Demesy (DGESCO) : je suis allé voir ce qui s'y passait. Les enfants vont à l'école. Il y a un vrai travail pour que ce soit vraiment une passerelle. Les deux rectorats ont travaillé ensemble. C'était vraiment une question pour moi car pour l'éducation nationale, il est hors de question de pérenniser le dispositif pour un groupe d'élèves. Le dispositif peut être pérenne à condition qu'il soit juste un passage, un sas pour chaque enfant. L'important, c'est que pour l'élève ce soit provisoire. Ce ne sont pas des dispositifs alternatifs à la classe, car ce serait discriminatoire (voir Défenseur des droits). Une école hors de l'école : j'ai vu de l'accueil, j'ai beaucoup échangé avec le CASNAV de Créteil et l'exigence et que ce soit une transition.

Mais il ne faut pas se voiler la face, actuellement, on a un problème de délais. En Ile de France, on est actuellement sous tension.

J-P. B : il faut poser la question de l'accompagnement de l'enfant vers l'école et du maintien de l'enfant à l'école. Les intervenant associatifs spécialisés dans l'accompagnement scolaire jouent un rôle essentiel à ce niveau, sinon les enfants n'arrivent pas ou ne restent pas à l'école.

Quid du recensement ?

Quand un maire refuse l'inscription à l'école, cela lui permet de ne pas recenser et l'enfant ne parvient pas aux portes de l'école. C'est tout l'enjeu du recensement.

Hélène Demesy (DGESCO) : cette obligation de recensement de la part du maire va être réaffirmée et renforcée.

M. C-M (IA – VS) : les recteurs via les DASEN doivent rester mobilisés. Les inspecteurs ont un rôle à jouer car quand ils travaillent sur la carte scolaire, ils travaillent avec les maires. Il y a véritablement l'espace matériel et la temporalité pour parler, évoquer ces questions avec les maires et alerter les recteurs quand nécessaire. Il y a des indicateurs que les inspecteurs arrivent à voir. Il ne faut absolument pas que les municipalités soient seules sur cette question : elles doivent réaliser qu'elles doivent rendre compte et que ces comptes, on peut aller les chercher s'ils ne les donnent pas.

J-P. B (DIHAL) : Encore une fois, ce n'est pas toujours mauvaise volonté des maires. Beaucoup de maires ont des personnes non recensées sur la commune : voir Grigny.

Marco Brighenti : encore une fois, il faut que l'information remonte car si elle ne remonte pas, le DASEN n'a aucune visibilité.

M. C-M : les informations peuvent devenir nominatives à condition de contrôler le canal de transmission : qui à qui ? Si c'est maîtrisé, il n'y a pas de souci.

Marco Brighenti : le maire de Villebon par exemple fait un travail remarquable pour un nombre important d'enfants. Il aurait pu penser que la pression de la population allait le contraindre. Mais il y a un énorme travail de coordination mené par la mairie. C'est la mairie avec les associations qui prend en charge la totalité des problèmes que peuvent rencontrer les familles.

J-P. B : pour information, monsieur le maire aurait souhaité être parmi nous mais il n'était pas disponible cet après-midi.

Clélia Chopinaud (Aset 93) : à Bondy, la mairie a joué un rôle central de coordination

Marie-Christine Felix-Delaunay (Mairie de Nantes) : c'est pour cela que le projet éducatif de territoire permet d'adopter une vision globale centrée sur l'enfant de l'enfance à l'adolescence sur tout le temps du parcours scolaire. Il faut un pilote mais le problème est que le pilotage ne doit pas être descendant. Il faut un pilotage d'animation et de coordination. Il faut rappeler le cadre juridique mais l'accompagner, sinon tout est contraignant.

Clélia Chopinaud (Aset 93) : à Saint-Denis, le camion école et des associations se sont rapprochés de la mairie pour accompagner des enfants syriens qui vivaient en hôtels et en squats. Une vingtaine d'enfants ont été scolarisés à la rentrée de septembre. La mairie a fait en sorte que cela avance ; il y avait un problème de traduction des actes de naissance par un traducteur assermenté payant. La mairie a débloqué un budget. Cela reste un cas marginal.

Livia Otal (Aide et action) : cela revient à poser la question de savoir comment sensibiliser la mairie alors qu'elle n'est l'initiatrice du recensement ni de l'identification des enfants. Comment un groupe de bénévoles et d'associations a été l'initiative d'un dispositif « pass école », permanence d'accès à la scolarisation et au soutien à l'école. A vocation à mettre en lumière des situations difficiles et à accompagner les familles pour un petit moment jusqu'à l'accueil en classe. Dispositif qui aide la mairie en instaurant une relation de confiance et un lien. L'avantage du dispositif crée une légitimité de l'action d'accompagnement pour une mairie qui aujourd'hui accueille, oriente, écrit l'attestation de présence sur la commune. Au bout d'un an, ce qui est peu, on a un accord fluide : les traductions sont validées comme étant l'effort de la mairie, les informations sont centralisées et un interlocuteur en mairie coordonne.

Clélia Chopinaud : le « pass école » est un lieu où les familles sont accueillies. C'est une préparation du dossier. Quand ils passent en mairie, l'inscription est ensuite rapide. Ça marche mais il y a encore une limite qui est celle du dispositif supplémentaire intermédiaire.

ASBL44 : à la permanence Chaptal, on accueille les familles. On fait de l'inscription scolaire pour la mairie mais l'attestation de présence sur le territoire est refusée par la mairie, au motif qu'une évacuation peut intervenir et que la famille va quitter le territoire de la mairie.

J-P. B : vous jouez ce rôle de cellule d'accueil intermédiaire ?

ASBL44 : les familles doivent passer par la permanence Chaptal pour recevoir la demande d'inscription.

J-P. B : donc les mairies sous-traitent avec des exigences importantes ? Vous n'êtes pas en situation de demander au conseil départemental de se rapprocher des élus les plus exigeants.

ASBL : malheureusement, cela ne bouge pas.

Clotilde Bonnemason (Romeurop) : pour information, la maire de Sucy en Brie vient d'être condamnée après une bataille juridique de 5 ans, pour un refus de scolarisation de 5 enfants basé sur l'absence de

justificatif de domicile. C'est allé jusqu'en cour de cassation et redescendu. Le juge a reconnu que c'était discriminatoire. La maire est condamnée au civil.

Marco Brighenti : il est important d'avoir les informations juridiques. Les Casnav ne sont pas au courant de ces décisions de justice. Il y a un problème de niveau d'information : cela permet de prioriser à nouveau les choses et de les mettre à la bonne place pour les inspecteurs qui vont prendre les décisions. Il est important aussi que les formateurs puissent se professionnaliser en ayant les informations

J-P. B : pensez-vous que les personnels des CASNAV seraient intéressés par une chronique des décisions de justice. La DIHAL en tient une : elle peut leur être communiquée. Cela pourrait être mis en place avec Romeurop, CNCDH, le Défenseur des droits... Pour rappel, le Fil info de la DIHAL fait état régulièrement des décisions.

Clélia Chopinaud (Aset93) : lors d'un refus en mairie, il est nécessaire que soit délivré à la famille un récépissé preuve de remise de dossier avec date, y compris quand elle n'a pas de réponse immédiate.

Mélodie Le Hay (CNCDH) : il serait important de pouvoir obtenir du maire qui refuse la scolarisation qu'il envoie un récépissé au DASEN. On est sûr alors que DASEN est informé. Dans le décret actuellement en travail et auquel il est fait référence dans l'article 3 ter, il faudrait indiquer que le refus doit être motivé et envoyé au DASEN.

Serait-il possible de faire que ce groupe de travail scolarisation « DIHAL » organise la rédaction d'éléments de réflexion que nous pourrions envoyer aux services juridiques et au cabinet du MEN. De nombreux éléments pourraient être ajoutés à la proposition de texte envoyée par la CNCDH en début d'année.

J-P. B : possibilité de désigner un groupe de rédacteurs et de travailler la semaine prochaine. Mardi prochain. Groupe constitué de CNCDH, UNICEF, DIHAL, Ecole pour tous. Défenseur des droits en lien téléphonique avec l'équipe mais indisponible pour venir à la DIHAL.

Anne-Lise Denoeud (UNICEF) : on a un levier qui est le décret à paraître. S'il est rédigé de manière à permettre le moins de refus possible, ce serait l'idéal. Au-delà de la question de l'observatoire. Comment nourrir le décret pour qu'il soit le plus facilitateur ?

Hélène Demesy et J-P. B : nous allons présenter nos éléments de réflexion comme des propositions pour nourrir le travail sur le décret. Pour la DGESCO, c'est plus compliqué car elle ne peut être à soi-même sa propre prescriptrice. Les propositions partiront à l'aide de plusieurs canaux : institutionnel, associatif...

SYNTHESE :

- **Concernant la scolarisation des enfants vivant en bidonvilles et squats, il serait pertinent et efficace de mettre en place un pilotage incluant préfecture, mairie, DSDEN, CASNAV, associations (voir réussite du co-pilotage à Montpellier par ex). Déclinaison possible de ce qui existe déjà dans le cadre de la « Lutte contre la pauvreté et réussite éducative ».**
- **Il faut faire en sorte que, quand il est approché par une famille, le directeur d'école puisse accompagner la famille et porter auprès du DASEN le refus d'inscription qui a été opposé par le maire.**
- **Il est convenu que les CASNAV sont les relais les plus évidents auprès des académies concernant les refus de scolarisation. Un protocole indiquant la marche à suivre avec graduation des niveaux d'intervention sera élaboré.**
- **L'annuaire des CASNAV sur EDUSCOL est actuellement l'outil à utiliser en priorité par les associations souhaitant signaler des enfants non scolarisés.**
- **Pour les associations, un travail simple consisterait à dresser des listes d'enfants et à les communiquer aux CASNAV pour qu'ils les fassent remonter.**
- **Sous réserve d'accord des autorités de l'éducation nationale, la plateforme numérique « Résorption bidonvilles » pourrait être mise à disposition des services académiques départementaux et CASNAV dès la fin d'année 2019 et départementaux de l'éducation nationale. Elle permettrait aux acteurs concernés de localiser les bidonvilles sur le territoire et d'identifier le nombre de mineurs scolarisables et leur classe d'âge (informations non nominatives) sur tel ou tel bidonville ou squat. Elle offrira également un annuaire de tous les acteurs : opérateurs intervenant sur sites, médiateurs associatifs, personnes ressources en CASNAV... afin de permettre une meilleure coordination et plus de réactivité dans l'affectation des enfants.**
- **Pour l'inscription en mairie, une distinction claire doit être établie entre domiciliation administrative et attestation de présence sur la commune. Avec l'attestation de présence démontrée par tout moyen, l'enfant doit pouvoir être inscrit, y compris lorsque son attestation de domicile (CCAS, association...) est différente du lieu où il réside. Par ailleurs, aucune domiciliation administrative n'est indispensable pour la scolarisation immédiate. Prévoir deux adresses : une de domiciliation, une de lieu de vie.**
- **Mettre en place un récépissé pour l'inscription et la délivrance y compris en cas de refus de scolarisation.**
- **La durée supposée de présence sur le territoire ne doit pas être un critère pour refuser la scolarisation. Entre la décision d'évacuation d'un squat ou d'un bidonville et l'évacuation effective, il peut s'écouler des mois, voire des années.**
- **Il est indispensable de faire appliquer la loi par les maires qui souvent la méconnaissent. Solution = formation / information. Réalisation de fiches synthétiques à destination des mairies.**
- **Nécessité de prévoir la traduction des actes de naissance et leur financement (mairie ?).**
- **Anticiper l'accueil des familles accompagnées d'éducateurs ou de jeunes en service civique par un envoi de courrier annonçant la visite prochaine de la famille (Associations ?).**

- Il est nécessaire d'accompagner et aider autant que possible les mairies qui s'investissent pour montrer à celles qui ne le font pas que la charge est supportable.
- Autant les regards croisés sont nécessaires, autant il peut être nécessaire de mettre en place un circuit restreint de décision (niveau académique ou départemental).
- Former les personnels de services éducatifs de mairies, de CASNAV, les professeurs dans le cadre de formations croisées est indispensable. Afin que le plus grand nombre de personnes viennent à ces formations, il serait judicieux de faire en sorte que le portage soit assuré au plus niveau.
- L'attente pouvant être longue avant une affectation en UPE2A, l'intervention de camions écoles ou de professeurs itinérants (sur le modèle des professeurs EFIV) permet une immersion dans la langue française avec une équipe éducative, évite que l'enfant soit laissé à lui-même, prépare la rentrée scolaire et évite le découragement des familles.
- Point de vigilance : dans la mesure du possible, il faut accompagner l'enfant sur un temps le plus court possible, dans le cadre d'une préparation à la scolarisation et de travail sur la posture d'élève.
- Les médiateurs scolaires associatifs bien formés jouent un rôle essentiel en amont pour aider les familles à surmonter les obstacles, préparer à la scolarisation et faire en sorte que les enfants allant à l'école y restent (ancrage de l'enfant dans l'école grâce au soutien parental, au soutien scolaire...).
- Veiller à ce que tout dispositif de médiation scolaire pérennisé reste provisoire pour chaque enfant concerné (SAS, passerelle) afin de ne pas créer une école hors-les-murs.
- Nécessité d'aborder la question du volume d'élèves et du nombre de places disponibles en lien avec la question de l'intercommunalité.